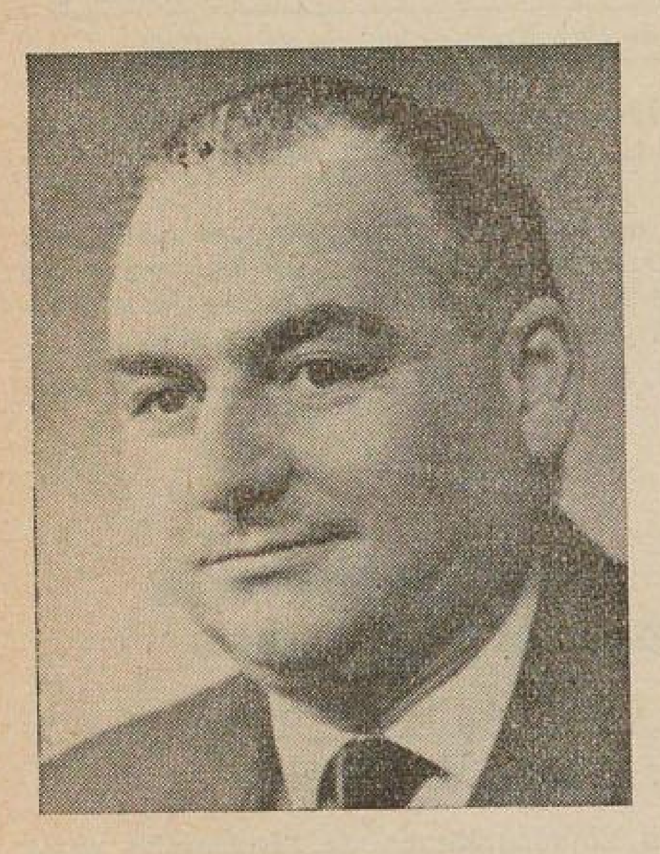
Élections Législatives du 5 Mars 1967 - 3ème Circonscription

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (F. G. D. S.)



Candidat :

MARTIN Yves

Inspecteur Principal des P. T. T.
Président de l'Office Municipal des Sports d'Alençon
Président de Sociétés Sportives
Président d'Association de Locataires

Suppléant :

VIEL MICHEL

Professeur au Collège d'Enseignement Secondaire d'Argentan
Membre du Bureau de Société Post-scolaire et Péri-scolaire
Membre du Conseil d'Administration du Conseil des Parents d'Elèves des Ecoles Publiques d'Argentan
Délégué de la Basse-Normandie au Comité Central de la Convention des Institutions Républicaines (C. I. R.)

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Au lendemain du vote de la Constitution le Président de la République s'engageait à tenir avec dignité le rôle d'arbitre politique et s'exprimait ainsi : *« La mission que le Pays m'a confiée exclut que je prenne parti ».*

Il y a quelques jours, le même Président de la République, utilisait abusivement la Télévision, **indiquait aux Français pour qui ils devaient voter,** divisant ainsi la France en deux clans rivaux.

Cette tromperie flagrante, ce dédain de la personne de chaque citoyen, nous les retrouvons en permanence pendant les neuf ans de gaullisme, d'un gaullisme quasi-absolu dans une stabilité d'apparence sans nuages.

En 1958, la IVe République, disposant d'une **Constitution très imparfaite,** vivait dans l'**instabilité politique,** mais réussissait le tour de force de connaître une remarquable **prospérité économique :** *l'industrie et l'agriculture en expansion investissaient et se modernisaient, les travailleurs trouvaient un emploi et pouvaient dépenser, pour le plus grand bien de l'économie.*

En 1967, aucun alibi n'est recevable pour un pouvoir qui s'est exercé sans contrôle et presque sans limite pendant neuf ans. Si faire une politique c'est faire un choix, la majorité U. N. R. a choisi de gaspiller plusieurs centaines de milliards pour de folles dépenses de prestige englouties dans une *« force de frappe »* ridicule et inutile. Quelles en sont les conséquences ? Parmi les échecs les plus indéniables qui engendrent un malaise grandissant, citons : l'absence d'une vraie réforme démocratique de l'Enseignement et en particulier de l'enseignement supérieur, l'inorganisation de la recherche, l'expansion cassée dangereusement par une stabilisation trop tardive et trop brutale, le développement du chômage (voulu et organisé : volant actuel de 300.000 chômeurs), la carence en matière de logements sociaux, l'inadaptation du monde agricole abandonné aux bouleversements, la grande misère de l'équipement hospitalier, l'insuffisance de l'aménagement du territoire (autoroutes, téléphone, etc...), l'aumône faite aux vieux travailleurs en guise de retraite, enfin, l'inexistence d'une vraie politique sociale, fondement d'une économie florissante : en effet, si le travailleur n'a pas d'argent, il n'achète pas et le cycle de l'économie se bloque.

Pour se défendre, les avocats du gaullisme n'ont d'autre ressource que de se réfugier en des comparaisons invérifiables avec l'étranger ou encore et toujours avec la IVe République, cela prêterait à rire si l'objet n'était aussi grave.

Allons, Messieurs de la Ve, votre République recule, recule dans tous les domaines et l'opinion vous accuse d'incompétence notoire dans les affaires publiques : QU'AVEZ-VOUS FAIT ?

PROGRAMME DE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE (F. G. D. S.)

pour les ÉLECTIONS LÉGISLATIVES (5 ET 12 MARS 1967)

La FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE, qui regroupe le parti socialiste S.F.I.O., le parti radical socialiste, la Convention des Institutions Républicaines et de nombreux Clubs propose aux électeurs et électrices de l'Orne ce programme, réalisable dans les cinq années de la prochaine législature.

Une société de citoyens libres

Tout dépend aujourd'hui de la volonté d'un seul. Nous lui opposons la volonté de tous qui doit s'exprimer dans une société de liberté. Nous proposons :

La suppression ou la révision des articles de la Constitution utilisés pour établir le pouvoir personnel ;

Un contrat entre la majorité de l'Assemblée et le Gouvernement ;

Une cour suprême protégeant les libertés ;

L'épanouissement des libertés des communes en leur confiant les moyens de gérer leurs propres affaires.

Une économie de progrès

Une nation moderne doit avoir la volonté de développer le bien-être de tous. Malheureusement, la France de 1967 n'est pas une nation moderne. Un bilan complet de la gestion gaulliste le fera apparaître. Nous proposons donc ces mesures économiques et financières :

La nationalisation des industries de l'armement et de l'espace et le contrôle de celles qui vivent d'abord des crédits de l'Etat ;

La suppression des exonérations que le gaullisme a créées pour les gros revenus et la lutte contre la fraude fiscale ;

La détaxation des produits de consommation courante ;

La taxation des plus-values capitalistes.

Une agriculture moderne

L'agriculture est un élément fondamental de la vie d'un pays. Une politique cohérente doit intégrer l'agriculture dans l'économie générale. Nous proposons :

La défense de la moyenne et petite exploitation familiale acculée au suicide par le gouvernement de Messieurs PISANI et E. FAURE ;

La recherche de nouveaux débouchés pour les produits agricoles (Europe, Tiers-monde) ;

Le développement de l'équipement collectif (eau, habitat, électricité, téléphone) ;

La création d'un office de la viande.

La promotion de la femme

La dignité de la femme sera reconnue pour assurer sa promotion personnelle. Ce qui suppose :

L'abrogation des textes qui interdisent la liberté de conception ;

L'égalité juridique entre les époux et le libre accès des femmes aux emplois et fonctions.

Les fondements de la justice sociale

L'augmentation de la production et les progrès de la technique devraient toujours entraîner un relèvement continu du niveau de vie. Une véritable démocratie suppose des droits politiques et sociaux :

Le droit au travail, avec la suppression des zones de salaires, l'indexation du S.M.I.G., une politique préventive de reconversion ;

Le droit à la santé, avec l'extension et la modernisation du secteur hospitalier, des salaires décents pour les personnels hospitaliers, une aide accrue à la recherche médicale, la création d'un office central des industries pharmaceutiques ;

Le droit au logement, avec la construction de 600.000 logements par an.

La priorité des priorités à l'éducation nationale

Pour donner à la jeunesse l'égalité des chances dans la vie et lui apporter le droit à un avenir heureux, nous proposons :

Le rétablissement de l'indépendance de l'Université et la concentration de tous les enseignements et de tous les services para-scolaires et de la jeunesse au sein d'un grand ministère de l'éducation nationale ;

La refonte et l'allègement des programmes scolaires ;

Le retour à la laïcité intégrale de l'Ecole ;

L'abaissement de la majorité civile et civique à 18 ans ;

L'abaissement de la durée du service militaire à 12 mois ;

Le développement de l'Education physique.

La paix dans un monde organisé

La paix est le bien le plus précieux, la guerre le pire des maux. L'arme atomique peut détruire l'Humanité. Les plus grands savants et les plus hautes autorités spirituelles ont lancé à cet égard des avertissements solennels. Nous proposons :

La renonciation à la force de frappe atomique et la coopération atomique européenne en faveur des œuvres de paix ;

Une action énergique de la France pour la construction d'une Europe des peuples, garantie par l'élection au suffrage universel d'un parlement européen ;

Une action concrète de la France en direction du Tiers-Monde, avec ses deux milliards d'êtres humains manquant de tout.

La FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE prend l'engagement solennel de réaliser au pouvoir le programme qu'elle vous présente.

En vous prononçant pour ce programme et pour le candidat de la Fédération, vous vous dresserez contre un régime de pouvoir personnel, pour la démocratie au service de l'homme.

IMP. G. BIGOT - ARGENTAN

VU, LE CANDIDAT.